

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/W/102
25 septembre 2002

(02-5146)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION MINISTÉRIELLE DE DOHA CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS AU TITRE DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 24 septembre 2002.

Introduction

1. La Conférence ministérielle de Doha a attaché la plus grande importance aux questions et préoccupations liées à la mise en œuvre qui ont été soulevées par les Membres et elle a résolu en conséquence d'y répondre de façon appropriée. Reconnaisant l'importance des propositions formulées en relation avec l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, au sujet d'un accord multilatéral en vue d'échanger des renseignements sur la valeur en douane, la Conférence ministérielle de Doha a, entre autres, décidé de ce qui suit:

"8.3 Souligne l'importance qu'il y a à renforcer la coopération entre les administrations des douanes des Membres dans le domaine de la prévention de la fraude douanière. À cet égard, il est convenu que, suite à la Décision ministérielle de 1994 sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, lorsque l'administration des douanes d'un Membre importateur a des motifs raisonnables de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, elle peut demander l'assistance de l'administration des douanes d'un Membre exportateur en ce qui concerne la valeur de la marchandise visée. Dans de tels cas, le Membre exportateur offrira sa coopération et son assistance, conformément à ses lois et procédures internes, y compris en fournissant des renseignements sur la valeur à l'exportation de la marchandise visée. Tout renseignement communiqué dans ce contexte sera traité conformément à l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane. En outre, reconnaissant les préoccupations légitimes exprimées par les administrations des douanes de plusieurs Membres importateurs en ce qui concerne l'exactitude de la valeur déclarée, le Comité de l'évaluation en douane est chargé d'identifier et d'évaluer les moyens pratiques de répondre à ces préoccupations, y compris l'échange de renseignements sur les valeurs à l'exportation, et de faire rapport au Conseil général d'ici à la fin de 2002 au plus tard."

2. Il importe de garder à l'esprit que cette décision est le fruit d'un long processus d'examen des questions liées à la mise en œuvre et qu'il est donc impératif de parvenir à une solution viable. Le présent document a pour objet d'étudier les aspects pratiques de la mise en œuvre de la décision susmentionnée, et en particulier le modèle de présentation et la procédure à adopter pour l'échange de renseignements.

Modèle de présentation

3. Le modèle retenu pour l'échange de renseignements sur la valeur en douane devra permettre que soient fournis certains éléments essentiels, à savoir des précisions au sujet de la marchandise permettant d'identifier la transaction, la nature des renseignements qui seront sollicités par l'administration présentant la demande, le délai dans lequel les renseignements devront être communiqués, la confidentialité de ces derniers et les sauvegardes.

- i) *Précisions concernant la marchandise:* Il faudrait normalement fournir les coordonnées complètes de l'importateur, du fournisseur (de l'exportateur) et du courtier/de l'agent, une description des marchandises, avec mention de leur code SH, ainsi que des renseignements concernant la quantité importée, l'expédition et les marques d'identification du contenant, le port d'expédition, les factures, la valeur déclarée, etc.
- ii) *Nature des renseignements qui seront sollicités:* Il s'agira en règle générale de la valeur à l'exportation déclarée/acceptée dans le pays d'exportation pour la marchandise visée. Il faudra peut-être dans certains cas fournir des renseignements complémentaires, par exemple la quantité exportée ou vérifier l'authenticité de certains documents présentés aux fins de l'évaluation en douane. Le pays qui demande des renseignements devra également indiquer la raison de sa démarche (par exemple enquête, procédures judiciaires, etc.)
- iii) *Délai fixé:* Il est souhaitable de fixer un délai raisonnable pour la communication des renseignements de façon que le pays qui présente la demande soit assuré d'obtenir une réponse. Il faudra peut-être mettre au point un mécanisme approprié pour s'assurer que le délai fixé est respecté.
- iv) *Confidentialité:* La décision prévoit que les renseignements communiqués seront traités comme confidentiels, conformément à l'article 10 de l'Accord. Toutefois, dans les cas où il sera requis de les divulguer au cours de procédures judiciaires, l'autorisation voulue devra aussi être accordée, si elle est sollicitée par l'administration qui a présenté la demande de renseignements.
- v) *Sauvegardes:* La décision indique que l'échange de renseignements devra être conforme aux lois et procédures du pays exportateur. S'il convient certes de respecter pleinement cette condition, il serait souhaitable de prévoir certaines sauvegardes pour faire en sorte que l'exemption de la communication de renseignements ne soit pas couramment invoquée. Le pays Membre qui se prévaudrait de ce droit devra préciser la prescription des lois et procédures internes applicable à la communication de renseignements et les modalités à adopter à cet effet.

4. Il serait souhaitable d'élaborer un modèle type pour l'échange de renseignements dans lequel figureraient les éléments susmentionnés. On trouvera en annexe un projet de modèle, qui s'inspire largement du modèle de données de l'OMD.

Procédure

5. La procédure définira la voie de communication à utiliser par le pays importateur et le pays exportateur pour l'échange des renseignements nécessaires. La voie de communication devra être simple, rapide et efficace, et il faudrait aussi pouvoir la contrôler. Une possibilité serait de désigner des organismes centraux ou des points de contact au sein de l'administration des douanes de chaque pays Membre pour l'échange de renseignements par communication directe. Cette solution présenterait l'avantage de permettre un contact direct entre les administrations douanières concernées

et aussi d'éviter tout retard. Il faudra cependant établir un mécanisme de surveillance de façon à garantir le respect de la procédure.

6. Il va sans dire que les autorités douanières des pays Membres concernés doivent impérativement être associées à l'échange de renseignements sur la valeur en douane et les questions connexes. On pourrait obtenir l'avis du Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMD avant d'arrêter définitivement le modèle de présentation et la procédure.

Mécanisme de surveillance

7. Le Comité de l'évaluation en douane devra superviser la mise en œuvre de cette décision et il serait par conséquent opportun d'instituer un système de présentation de rapports annuels par les Membres au Comité. Les Membres devraient indiquer dans leurs rapports le nombre de demandes d'échange de renseignements présentées par d'autres Membres, le nombre de cas où ils ont reçu/n'ont pas reçu une réponse, et, enfin, le nombre de cas où le Membre exportateur n'a pas accédé à la demande de renseignements et les raisons pour lesquelles il ne l'a pas fait.

Conclusion

8. L'Inde accueillerait avec satisfaction toute suggestion additionnelle des Membres quant à la définition d'une procédure appropriée pour donner suite aux propositions susmentionnées concernant la mise en œuvre de la Décision ministérielle de Doha sur l'évaluation en douane.

ANNEXE

**MODÈLE DE PRÉSENTATION POUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS
AU TITRE DE L'ACCORD DE L'OMC SUR
L'ÉVALUATION EN DOUANE**

(Paragraphe 8.3 du document "Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre")
Décision du 14 novembre 2001

1. Partie A: Renseignements à fournir par l'administration qui présente la demande de renseignements

- | | | |
|-----|---------------------------------------------------------------------------------------|---|
| 1. | Nom et adresse de l'importateur | : |
| 2. | Nom et adresse de l'exportateur | : |
| 3. | Pays d'origine | : |
| 4. | Nom et adresse du courtier/de l'agent | : |
| 5. | Description de la marchandise | : |
| 6. | Marque/Modèle/Caractéristiques | : |
| 7. | Code SH | : |
| 8. | Quantité, selon la facture | : |
| 9. | Port et pays d'expédition | : |
| 10. | Numéro et date du connaissement | : |
| 11. | Port d'importation | : |
| 12. | Numéro du contenant | : |
| 13. | Numéro et date de la facture | : |
| 14. | Numéro de référence unique pour l'envoi | : |
| 15. | Prix de la facture et monnaie | : |
| 16. | Conditions de la facture (par exemple f.a.b./c.a.f./c.a./c.f.) | : |
| 17. | Ajustements déclarés au titre de l'article 8:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane | : |
| 18. | Valeur déclarée totale et monnaie | : |

Note: Prière de joindre des exemplaires: i) de la facture et ii) du connaissement.

2. Partie B: Renseignements sollicités par l'administration qui présente la demande

1. Prix à l'exportation déclaré et monnaie :
2. Conditions de la facture (par exemple f.a.b./c.a.f./c.a./c.f.) :
3. Quantité exportée :
4. Autres renseignements (prière de préciser) :
5. Motif de la demande de renseignements :

Nom et cachet du fonctionnaire autorisé (administration qui présente la demande de renseignements)

3. Partie C: Renseignements communiqués par l'administration à qui la demande a été adressée

1. Les renseignements demandés figurent ci-après:
2. Les renseignements susmentionnés peuvent être divulgués au cours de procédures judiciaires.
3. Conformément aux lois et procédures internes (copies jointes), les modalités ci-après doivent être suivies pour l'obtention des renseignements demandés à la/au(x) rubrique(s)/numéro(s) ... de la partie B ci-dessus.

Nom et cachet du fonctionnaire autorisé (administration à qui la demande de renseignements a été adressée)
